

## AUTRICHE

Après une expansion modérée sur les premiers mois de 2012, l'activité a marqué le pas au second semestre en raison d'un repli de la demande extérieure et d'un effritement de la confiance, qui ont contrebalancé la progression du revenu disponible réel et les conditions de crédit généralement favorables. La demande, tant intérieure qu'extérieure, bénéficiera de l'amélioration progressive de la confiance et du renforcement du commerce mondial au cours de la période de prévision, et la croissance pourrait atteindre 0.8 % en 2013 et 1.8 % en 2014.

Le programme d'assainissement des finances publiques adopté début 2012 établit un juste équilibre entre la croissance et les considérations relatives à la viabilité budgétaire, et les stabilisateurs automatiques devraient pouvoir opérer librement sans remettre en cause l'amélioration structurelle implicite. Il conviendrait toutefois de préciser davantage les mesures d'assainissement prévues au-delà de 2013. Les autorités budgétaires devraient utiliser leur marge de manœuvre budgétaire discrétionnaire en cas de dégradation notable de la situation économique. Le soutien aux banques moyennes pourrait nécessiter des mesures supplémentaires, qui devront être financées de façon à ne pas compromettre la fragile reprise.

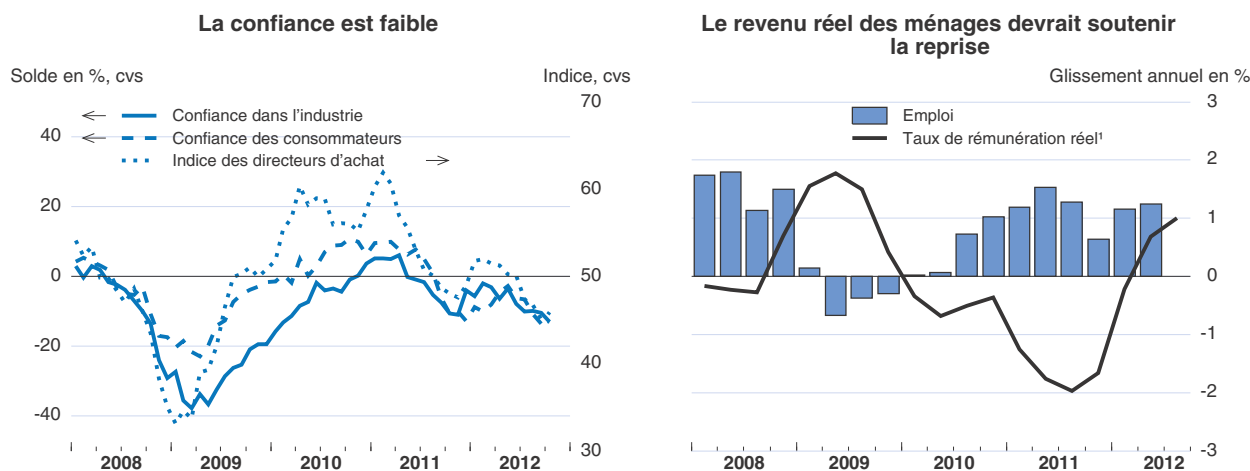
### L'activité économique stagne

Depuis le printemps 2012, la confiance des entreprises et des consommateurs a baissé nettement, entraînant un déstockage et réduisant encore la consommation privée et la croissance de l'investissement. Tant les exportations que les importations se sont raffermies dans le courant de l'année tout en restant modérées.

### Le marché du travail faiblit

La progression de l'emploi est restée vigoureuse au premier semestre de 2012, mais l'augmentation de la population active a été plus rapide, d'où une légère hausse du taux de chômage à 4.4 % en septembre, un peu au-dessus de son niveau structurel estimé. Avec la faiblesse persistante

### Autriche



1. Corrigé de l'indice de prix à la consommation.

Source : Datastream ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

## Autriche : Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	275.7	2.2	2.7	0.6	0.8	1.8
Consommation privée	151.0	1.6	0.9	0.2	0.4	1.0
Consommation publique	54.5	0.0	0.5	1.2	0.2	0.1
Formation brute de capital fixe	57.5	0.7	6.3	1.6	1.2	3.0
Demande intérieure finale	263.0	1.1	2.0	0.7	0.5	1.3
Variation des stocks <sup>1</sup>	2.3	0.6	0.5	-0.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	265.3	1.8	2.3	0.3	0.4	1.2
Exportations de biens et services	137.1	8.9	7.2	1.7	3.5	6.9
Importations de biens et services	126.7	8.0	6.9	1.0	2.9	6.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	10.4	0.7	0.4	0.4	0.4	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.8	2.1	2.0	1.7	1.4
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	1.7	3.6	2.4	1.9	1.6
Déflateur de la consommation privée	—	2.0	3.5	2.8	1.9	1.5
Taux de chômage <sup>2</sup>	—	4.4	4.1	4.4	4.7	4.7
Taux d'épargne des ménages <sup>3</sup>	—	9.1	7.4	7.9	8.0	7.7
Solde des administrations publiques <sup>4</sup>	—	-4.5	-2.5	-3.1	-2.7	-2.1
Dette brute des administrations publiques <sup>4</sup>	—	78.0	79.8	83.1	85.2	86.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>4</sup>	—	71.7	72.2	75.6	77.6	78.5
Balance des opérations courantes <sup>4</sup>	—	3.0	1.9	1.8	2.0	2.5


1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Sur la base de l'enquête de la population active.

3. En pourcentage du revenu disponible.

4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747643>

de l'activité attendue dans le court terme, la croissance de l'emploi va sans doute se ralentir et le chômage continuera d'augmenter. L'inflation a reflué par rapport aux niveaux élevés de 2011 car elle ne subit plus l'effet de l'alourdissement de la fiscalité indirecte et devrait baisser encore du fait de l'augmentation des capacités inutilisées. L'amélioration du revenu disponible réel en 2012 devrait étayer la consommation une fois que la confiance se raffermira. Les conditions de financement sont aussi favorables puisque les banques ont répercuté leurs faibles coûts de financement sur les consommateurs sans durcir sensiblement les conditions de prêt. La demande de crédit reste cependant modérée, en raison probablement de la forte incertitude qui entoure la reprise.

**La trajectoire tracée pour l'assainissement budgétaire est appropriée mais les risques demeurent**

Le rythme de l'assainissement budgétaire envisagé, d'un point de vue structurel, paraît approprié. Il faudrait laisser les stabilisateurs automatiques opérer librement, quitte à ne pas atteindre les objectifs de déficit budgétaire global fixés pour 2013 et 2014. Néanmoins, les économies de dépenses envisagées après 2013, en particulier en lien avec la réforme des soins de santé et des subventions, devraient être précisées plus concrètement, tout comme les contributions des régions et des

communes à l'effort d'assainissement des finances publiques. Les mesures supplémentaires de soutien aux banques, en préparation, devraient aussi être rendues plus transparentes.

**La croissance devrait reprendre en 2013**

Sous l'effet d'un raffermissement progressif de la confiance et de la demande extérieure, et avec des conditions de financement et de revenu qui restent dans l'ensemble favorables, la croissance pourrait s'accélérer petit à petit pour atteindre 0.8 % en 2013 et 1.8 % en 2014.

**Les risques sont à peu près équilibrés**

Les risques de détérioration sont liés principalement à une nouvelle aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et à une dégradation des perspectives en Europe centrale, orientale et du sud-est, qui auraient des effets défavorables sur la croissance des exportations et accentueraient les risques pour le budget et le secteur financier. En sens inverse, un rétablissement plus rapide de la confiance pourrait raffermir la demande intérieure dans le court terme.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2012), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-2-12-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-12-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).